

Libération

L'ÉPIDÉMIE AURAIT DÉJÀ FAIT PLUSIEURS MILLIERS DE VICTIMES

RWANDA: MAINTENANT, LE CHOLERA

Surpopulation, conditions sanitaires désastreuses et, surtout, manque d'eau potable: dans les camps de réfugiés rwandais autour de Goma, au Zaïre, les organisations humanitaires et les militaires français tentent d'enrayer l'épidémie de choléra, qui a déjà tué des milliers de personnes et gagne du terrain d'heure en heure. Face à cette nouvelle catastrophe, la mobilisation internationale s'accélère, mais les sauveteurs, débordés par l'ampleur du fléau, sont très pessimistes. Lire page 2.



Camp de Munigi (Zaire). Un homme transporte dans ses bras son fils atteint du choléra.

DIX MESURES POUR LES TOXICOS

Développement des programmes méthadone, meilleur accès aux seringues stériles: le gouvernement a présenté hier dix mesures pour réduire les risques de contamination par le sida ou les hépatites chez les toxicomanes. Lire page 19.

ROCARD, L'HEURE DE LA REFLEXION

Depuis son remplacement à la tête du Parti socialiste, l'ancien premier secrétaire prend du champ et «repense un certain nombre d'idées». Son horizon de présidentiable reste bouché par l'ombre portée de Jacques Delors. Lire page 6.



LES FANTOMES DE BRETTON WOODS

Alors que le dollar fait toujours du Yo-yo, on célèbre dans la morosité la signature, il y a cinquante ans, des accords de Bretton Woods, qui ont permis de contrôler les fluctuations des monnaies et des taux d'intérêt dans les décennies d'après-guerre. Et qui appartiennent aujourd'hui à une époque révolue. Lire page 8.

EUROPE: SANTER A L'ARRACHÉ

Le Parlement européen de Strasbourg a accepté de justesse hier le Premier ministre luxembourgeois Jacques Santer comme futur président de la Commission européenne. Celui-ci avait été désigné à l'unanimité par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze le 15 juillet. Lire page 14.

MARIE VEUT FAIRE PAYER SON SOUTENEUR

Pour la première fois, une ancienne prostituée s'est portée partie civile pour réclamer, devant la justice, que son souteneur lui rembourse les 600 000 francs qu'elle estime «liaison». Lire page 20.



L'EPIDEMIE AURAIT DEJA FAIT PLUSIEURS

LE CHOLERA FAUCHE
LES REFUGIES DU RWANDA

A la suite d'analyses réalisées à Paris, les premières confirmations de décès dus au choléra parmi des réfugiés rwandais des camps de Goma, au Zaïre, ont été faites hier. Selon les responsables humanitaires, des centaines de réfugiés en sont déjà morts. Le choléra est une maladie hautement contagieuse qui demeure avant tout le fléau des pauvres, lié à la misère et au sous-développement. En 1991, le choléra avait fait plus de 10 000 morts en Afrique, dont plus de 6 000 au Nigeria. Les mesures d'hygiène demeurent en pratique le meilleur moyen de stopper la progression d'une épidémie. Sa propagation est favorisée par les mouvements de population, les défaillances ou l'absence de réseaux sanitaires corrects (eau potable, égouts, latrines), d'hygiène (des mains et au niveau alimentaire), et de soins. L'agent du choléra, le «vibrion cholerae», est une bactérie qui se transmet par voie digestive, par ingestion d'eau, de boissons ou d'aliments souillés, par des mains sales ou du matériel contaminé. Après une incubation de deux à cinq jours, la maladie débute par de violentes diarrhées vidant l'organisme de son eau. En l'absence de soins immédiats, cette déperdition de liquide est souvent mortelle. Quant aux vaccins disponibles, leur efficacité est loin d'être absolue.

Ils ont fui la guerre et ses massacres. La maladie les a rattrapés. Les centaines de milliers de réfugiés rwandais au Zaïre sont désormais sous la menace d'un terrible fléau. Le choléra a fait son apparition autour de Goma. Selon Médecins sans frontières (MSF), au moins 800 personnes y auraient déjà succombé et plus de 10 000 autres seraient atteintes. «L'épidémie a débuté, je peux le confirmer», annonce Paul-Henri Morard, le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr), à Genève. Des analyses d'excréments de malades, réalisées dans un laboratoire français, ont effectivement révélé la présence du *vibrio cholerae*. Cette bactérie qui se transmet par l'eau de boisson ou les aliments souillés provoque, en quelques jours, de violentes diarrhées et une déshydratation rapide, bien souvent mortelle faute de soins.

Mais, d'ores et déjà, la situation sanitaire s'est sensiblement dégradée. Selon MSF, épuisement, dysenterie et déshydratation auraient entraîné la mort de plusieurs milliers de réfugiés, hier, dans la région de Goma. Face à une telle situation, l'organisation humanitaire lance un appel urgent. «Nous avons besoin très vite de médecins et d'infirmières disponibles pour une mission de trois mois», explique François Dumaine, de MSF. Par ailleurs, nous dégageons le maximum de gens engagés dans d'autres opérations pour aller renforcer les 200 personnes de nos équipes médicales déjà sur place. Mais tout cela ne suffira pas. Il nous faut aussi de l'argent, si nous ne voulons pas à nouveau être dépassés.»

Car le constat de faillite des organisations humanitaires est clair. Il leur a fallu près d'une semaine, à partir du départ des réfugiés sur Goma, pour se mettre en branle. Au Haut-Comité aux réfugiés (HCR) des Nations unies, à Genève, Christine Bertiaume reconnaît le décalage. «Mais ce n'est pas dû à une intervention tardive. Il y avait des gens et du matériel sur place depuis longtemps. On a vraiment été dépassés par le nombre. Aucune organisation au monde ne sait répondre en vingt-quatre heures aux besoins de un million de personnes.» Même explication du côté du Cicr, où l'on n'hésite pas à affirmer que «l'humanitaire a atteint ses limites». En revanche, la Croix-Rouge refuse le terme de faillite humanitaire - en évoquant le dévouement des volontaires qui travaillent depuis des semaines sur le terrain, et «qui ont fait tout ce qu'ils ont pu» - pour parler de faillite de la communauté internationale. «Nous avons annoncé publiquement et par écrit, il y a quinze jours, ce qui allait se passer. Personne n'a répondu, faute de volonté politique. C'est tout», assène le porte-parole du Cicr.

Pour les sauveteurs, il s'agit désormais de parer au plus pressé. Et d'abord, de morceler la masse énorme des réfugiés qui avaient envahi Goma. Dans un tel contexte, chaque distribution d'eau ou de nourriture tournait à l'émeute, «un bordel indescriptible», commente un membre de MSF. La solution, éparpiller la foule en groupes gérables. Selon le HCR, c'est en partie chose faite depuis hier. Les réfugiés se sont remis en route vers sept camps ouverts autour de la ville. Les principaux sites sont répartis entre 8 et 60 km au nord. Munigi peut accueillir 150 000 personnes, Katala, 300 000, Kibumba, 250 000, Mugunga, 50 000, et Lac-Vert, 60 000. Au total, le HCR assure pouvoir abriter plus d'un million de personnes dans des conditions matérielles acceptables d'ici à quelques jours.

Le temps que les derniers réfugiés,

épuisés, gagnent leur lieu d'accueil désigné, et libèrent les routes engorgées par une véritable marée humaine. Le temps que la distribution d'eau propre se mette en place (Lire ci-dessous). Le HCR dispose pour l'instant de 8 camions-citernes, là où il en faut 50 au plus vite, afin de fournir la ration de survie, estimée à 5 litres par jour et par personne. Le temps que le pont aérien du HCR achemine les 500 tonnes de vivres quotidiens nécessaires, même si personne ne sait vraiment si cet objectif vital est réalisable. Il faudrait en effet assurer 15 à 20 vols par jour dans des conditions de sécurité réduites.

Sans compter d'autres complications. Ainsi, l'Iliouchine du Cicr qui assurait la liaison Zagreb-Sarajevo vient d'être affecté sur Nairobi-Bujumbura. Trop lourd, il ne peut se poser sur l'aéroport de Goma. Les 40 tonnes de chargement devront

donc être acheminées par la route, 100 km parcourus en une douzaine d'heures minimum. Le temps, enfin, de creuser, dans un sol volcanique désespérément dur, les 60 000 latrines indispensables pour lutter contre l'expansion de l'épidémie de choléra. «Il va falloir utiliser du matériel de forage là où d'habitude, une simple pelle suffit», déplore Christine Bertiaume. «On ne sauvera pas tout le monde», assure-t-on au HCR, malgré les campagnes massives de vaccination contre le choléra et la rougeole qui devraient être organisées très vite sous l'égide de l'Unicef.

Reste enfin la menace du volcan Nyiragongo (lire Libération d'hier), situé à 15 km au nord de Goma, en pleine zone d'accueil des réfugiés. Mais rajouter une catastrophe à une autre, qui donc oserait l'imaginer?

Guy BENHAMOU

L'eau manque, la mort avance

A Goma, où le choléra vient d'apparaître, l'eau fait cruellement défaut. Des ressources existent dans la région, mais les camions-citernes sont rares.

Goma (Zaïre), envoyée spéciale

Hier, dans un camp, un vieil homme arrive appuyé sur son fils. Il se couche sur le sol. Quelqu'un lui dit que cet endroit-là est réservé aux malades, à ceux qu'on pourrait peut-être sauver s'ils ne sont pas trop épuisés, s'il y a assez de perfusion d'eau et de sodium. Sa place à lui se trouve là-bas, déjà du côté des morts. Le vieil homme se traîne. Son fils prend ses papiers, les lit une dernière fois, puis les jette par-dessus son épaule. Il saisit une natte, la ficelle autour de son père. «Tu verras, tu seras mieux.» Le vieil homme bouge encore, quand le fils s'en va sautant par-dessus les cadavres.

Depuis quelques jours, à Goma et sur la route du nord, on circule avec un foulard sur le visage pour chasser l'odeur de charogne et conjurer le choléra qui vient de se déclarer. Dans les rues, on marche avec précaution pour éviter les cadavres. On mange, on boit, et soudain on se rend compte que juste à côté de soi, quelqu'un a les yeux blancs, les mains qui se serrent, la tête qui tombe. Alors, on bouge de quelques mètres. Peut-être que demain, on ne se déplacera même plus.

Sur la route, dans les champs, à l'horizon, partout, des réfugiés, debout, assis, marchant ou allongés. Mike et Jacques, de l'association britannique Oxfam, sont chargés cet après-midi de monter deux citernes d'eau à Kibumba, un camp à 35 kilomètres de Goma, où affluent depuis dix jours plus de 1,5 million de Rwandais.

Mike est arrivé la veille. Avant lui, un autre devait s'occuper de la gestion de l'eau. «Il a été tellement dégoûté par la situation qu'il est reparti», dit un responsable d'Oxfam. Entre-temps, Médecins sans frontières tente de faire l'intérim. «Je ne peux pas vous dire qu'on fournit de l'eau, nous sommes en situation d'échec», reconnaît Jean-Paul Louineau, de MSF.

N'importe quel bénévole de n'importe quelle ONG vous dira que l'eau est le premier problème des réfugiés, dont l'épidémie de choléra ne fait que renforcer la gravité et l'urgence. N'importe quel habitant de Goma vous dira aussi que c'est déjà le principal problème de la ville. Au bord du lac Kivu, ce n'est pas une question de quantité. De distribution plutôt. Vêtuste, la Régie des eaux de Goma n'arrive à alimenter que la moitié de l'agglomération. Quelques poteaux témoignent du plan d'extension des conduites, entamé voilà quelques années. Il n'a jamais été terminé et les poteaux servent aujourd'hui à l'électricité. «Mais même ceux qui ont des robinets n'ont parfois pas une goutte durant une semaine», explique un habitant. Alimenté par une centrale rwandaise, juste de l'autre côté de la frontière, le centre-ville de Goma était jusqu'à présent le mieux servi. Mais là aussi, la guerre a réduit le débit.

«Nous ne pouvons pas nous permettre de distribuer de l'eau aux réfugiés, quand la population locale va au lac», reprend Jean-Paul Louineau.

Ajouté à la volonté de la municipalité et des ONG d'évacuer les «déplacés» rwandais de la ville en danger, pas une goutte n'est du coup donnée en ville. On ne distribue plus que l'information: une camionnette équipée d'un mégaphone annonce que des camions-citernes se trouvent sur la route du Nord. «Nous espérons ainsi entraîner les réfugiés vers le camp de Katala, à 70 kilomètres de là, où il y a une rivière assez abondante», explique Johanna Grombach, responsable du CICR à Goma. Et pour y arriver, il faut traverser des terres volcaniques, avares en sources. Sur la route, un premier ravitaillement est donc prévu par camion-citerne, à 15 kilomètres de Goma.

La 4 x 4 de Mike et Jacques vient d'y arriver. Sur deux kilomètres, des réfugiés font la file avec des bidons. Il n'y en aura pas pour tout le monde. «C'est cela l'horreur. On traîne jusque-là des gens épuisés pour leur dire qu'il ne reste plus rien», soupire le chargé de la distribution. Là aussi, ce n'est pas l'eau qui manque, mais les moyens de la transporter. MSF dit avoir recensé une dizaine de camions-citernes, en comptant ceux de l'armée française qui tournent de leur côté dans les camps. Le CICR en compte 5. L'Unicef, 8. En ville, on trouve bien quelques véhicules en renfort. Modeste, un garagiste de Goma pourrait par exemple en rajouter trois de 6 m³ chacun, qu'il utilise pour transporter de l'essence. DMK, une société locale de produits pétroliers, en ali-

CENTAINES DE VICTIMES DANS LA REGION DE GOMA



Une fosse commune à Goma. Selon MSF, le choléra toucherait 10 000 personnes.

gnerait 11 autres. « Depuis l'exode, les prix de location ont triplé et personne n'hésitera à nous les louer, commente le bénévole d'une ONG. Mais du coup, nous craignons que ce soit le carburant qui se mette à manquer. » Les containers seraient de toute façon à vidanger: « Encore trois jours de perdus », tonne un responsable. Jean-Luc, de MSF, hausse les épaules: « De toute façon on se débat dans l'ingérable. Il nous faudrait peut-être 1 000 camions de 25 m³. »

Dans la 4 x 4 d'Oxfam, Mike consulte la carte routière. C'est une photocopie d'un plan dessiné à la main. « Je ne vois pas où est l'emplacement des réserves que nous devons

monter. » Elles doivent être le deuxième point d'eau sur la route du camp de Katalé. Jacques ne s'affole pas. Il a lui-même déterminé le site trois jours plus tôt. La tout-terrain se faufille entre les cabanes que les réfugiés ont commencé à construire. Il y en a des milliers, collées les unes aux autres, inextricablement. Jacques tourne, ne reconnaît plus rien. Mike s'énerve. Bientôt, la route disparaît sous les branchages noués, les bosses, les cahutes. Jacques se lamenté: « Je ne comprends pas, quand je suis venu il n'y avait personne. Et j'avais dit à ceux qui étaient là de ne surtout rien installer sur le chemin. » La 4 x 4 fait demi-tour. Cherche un

terrain dégagé, le trouve en lisière du camp. Autour de Mike, qui déplie la toile, une foule crie au miracle. Ici, une seule mare, déjà à moitié asséchée, offre une eau verte, épaisse comme du potage, à trois heures de marche. Ceux qui ont des voitures préfèrent descendre jusqu'au lac de Goma. Et revendent ensuite le bidon 800 francs rwandais.

A l'antenne MSF, installée sur place, l'infirmier est débordé par les cas de déshydratation, la cause de mortalité la plus fréquente des réfugiés de Goma, jusqu'à l'arrivée du choléra. La perfusion salvatrice est un des soins les plus faciles à administrer. Mais il n'a qu'une

Peut-on encore sauver les Rwandais?

Seule une vaste opération logistique, avec l'aide américaine, peut limiter la tragédie. En attendant un hypothétique retour des réfugiés au pays.

Il y eut, pendant trois ans, la guerre civile, ponctuée par des tentatives de négociations, puis, pendant trois mois, un génocide exterminant plusieurs centaines de milliers de personnes dans un pays qui ne compte que 7 millions d'habitants. Comme si, en France, le temps d'un trimestre, 8 à 10 millions d'habitants disparaissaient. Ensuite, au Rwanda, il y a eu « l'exode d'une nation »: une marée humaine se déversant dans les pays voisins, notamment dans l'est du Zaïre, déjà surpeuplé. Enfin, à présent, il y a le choléra: des corps vidés, déshydratés, totalement épuisés.

Dans le pandémonium humanitaire qu'est devenue la ville de Goma, au nord du lac Kivu et de ses eaux polluées, certains n'en pensent pas moins, toujours, à tuer: cinq Tutsis ont été passés à la machette, hier, par des Hutus qui, ethniquement, les soupçonnaient d'être des partisans du FPR qu'ils venaient de fuir. Obsédé d'une rage assassine, agoni de tous les fléaux de la terre, le Rwanda est-il encore à sauver? Ce n'est pas seulement une question de logistique, d'acheminement diligent de vivres et de citernes d'eau. Alors que grande déjà le volcan Nyiragongo, on serait à peine surpris de se retrouver, demain, nez à nez avec les cavaliers de l'Apocalypse fondant, en plein galop, sur le Rwanda...

Il y a à désespérer de la rationalité, de la foi du charbonnier qui veut croire qu'il reste toujours « quelque chose à faire ». Il faut pourtant y revenir, au froid calcul du moins pire, à la détermination du médecin triant les grands blessés, sur le site d'un accident. Les cas les plus graves ne peuvent être sauvés. Au Rwanda, aujourd'hui, cette phrase condamne, d'ores et déjà, des dizaines de milliers de vies. C'est mathématique: au Burundi voisin, dans les meilleures conditions logistiques que l'on puisse imaginer, environ 12 000 personnes ont péri de fatigue, de faim ou de maladie, sur 350 000 réfugiés arrivés du Rwanda en avril. Or, dans l'est du Zaïre, l'infrastructure pour acheminer l'aide alimentaire en grande quantité fait totalement défaut.

Certes, il existe de nombreux aéroports, mais ceux-ci sont vite encombrés et, de toute façon, démunis d'équipements de déchargement. Quant au réseau routier, il n'est même pas pavé: pour franchir moins de 200 kilomètres entre Goma, au nord, et Bukavu, au sud, il faut huit heures en 4X4. Et de Bukavu à la frontière avec le Burundi, d'où pourraient venir des secours, c'est pire: dans la montagne, on roule pratiquement dans un lit de rivière. Ironiquement, c'est au Rwanda déserté par ses habitants que les routes ont été entretenues, jusqu'à la veille de l'attentat contre le président Habyarimana, qui, le 6 avril, a déclenché les tueries.

Tout le monde le dit, mais il ne suffit pas de le dire: il faut que les réfugiés

rwandais rentrent dans leur pays. Dans l'est du Zaïre, notamment autour de Goma, sur un sol volcanique qu'ils n'arrivent pas à creuser et qui leur arrache la plante des pieds, il n'y a rien. En revanche, au « pays des milles collines », c'est le moment des récoltes, le maïs et le sorgho brûlent ou pourrissent sur pied. Mais comment rentrer quand on est convaincu que, pour avoir tué ou, pire, faute d'avoir assez tué, on sera tué à son tour?

« On ne va tout de même pas mettre des gens dans des stades pour les fusiller », s'est indigné hier Faustin Twagiramungu, le nouveau Premier ministre -hutu- du Rwanda. Pourtant, des tueries bien plus monstrueuses ont eu lieu. Pas du côté du FPR? Peut-être, encore que l'on ignore le nombre des victimes de la « libération ». Mais, de toute façon, qui pourrait être plus terrorisé que les bourreaux, les acharnés du génocide d'hier? Tout ce qu'ils ont commis d'horrible, avec entrain ou entraînés, ils le projettent à présent sur leurs adversaires...

Environ 300 000 réfugiés rwandais, des Hutus dans leur écrasante majorité, vivent depuis trois mois dans des camps en Tanzanie. Bien que l'est du Rwanda soit depuis longtemps « pacifié », parfaitement sous le contrôle du FPR, ils ne sont pas revenus au pays. Logiquement, il n'y a donc pas de raison que les réfugiés au Zaïre réagissent autrement. A moins que les ministres que le nouveau gouvernement veut leur envoyer comme émissaires parviennent à rétablir ce qu'il y a de plus difficile à inspirer dans le pays des massacreurs: la confiance.

Et sinon? Vu l'urgence absolue, la question ne se pose même plus. Pour éviter un second génocide, celui des Hutus fauchés par la faim et les maladies, il faut déclencher une vaste opération... « militaro-humanitaire ». Pas comme en Somalie, où la bonne volonté s'est fourvoyée dans une « guerre humanitaire », ni comme, au début, au Rwanda, où, dans le mélange des genres, l'armée voulait tout faire... avant de se lamenter que les ONG - assimilées à l'intendance - ne suivaient pas la botte militaire. Mais, à présent, pour une fois que la logistique pure peut sauver des vies, l'armée française ne peut partir du Zaïre. L'état-major à Paris l'a d'ailleurs déjà reconnu, en annonçant que « plusieurs centaines » de soldats pourraient rester, au-delà de l'échéance du 22 août, afin d'assister les contingents africains de l'ONU qui doivent venir. Paris, à juste titre, presse même les Américains à intervenir pour « faire la soudure »: avec des gros porteurs et son armée de campeurs qui, sur le plan logistique, sait tout faire. L'opération Turquoise ne pourra se targuer d'avoir sauvé 15 000 Tutsis si, après son retrait et sur ses bases arrière, meurent des dizaines de milliers de Hutus.

Stephen SMITH

DEUX KM DE QUEUE POUR UN BIDON D'EAU

●●● seule tente. Les autres devraient arriver. Quand? Combien? Nul ne sait.

Mike a fini de monter les deux citernes. Elles font chacune 30 m³, une goutte d'eau vu le nombre de réfugiés. Là encore, la spirale de l'impuissance n'a pas fini de se dévider. « Imaginez que nous ayons assez de camions pour les remplir, ils ne pourraient de toute façon pas circuler, tant les routes sont encombrées par la colonne de réfugiés qui répondent à notre appel », soupire Jacques.

En redescendant vers Goma, nouvel arrêt au premier point de ravitaillement, le camion-citerne. Sec. Les gens continuent à faire la queue. « Je dormirai là. Au moins demain j'en aurai peut-être », dit une femme. A voix basse, le responsable d'une association propose à ses collègues de fermer le robinet dans les jours qui viennent. Rationnel dans l'irrationnel: « Il faut que les réfugiés se remettent en marche. Si on les abreuve ici, ils n'avanceront plus. C'est pour leur bien. Il faut qu'ils arrivent à Katalé. » « Mais vous ne voyez pas qu'ils sont épuisés? Faut-il vraiment payer par des centaines de morts le prix d'une stratégie? Ce sont des hommes que l'on fait avancer, pas des marchandise », s'insurge un bénévole. « En tout cas, pas de nourriture avant Kibumba, reprend l'autre. Sinon, on ne s'en sortira pas. »

Florence AUBENAS

POINT DE VUE

La France doit garder la tête haute

PAR FRANÇOIS LEOTARD*

D'une façon insidieuse s'est développé sur le Rwanda, depuis quelques semaines, un double procès dont la plus totale injustice anime le déroulement: il s'agit d'impliciter la France dans les massacres rwandais: il s'agit d'imputer à la France la responsabilité des exodes d'aujourd'hui. Disons-le tout net: ceci est au mieux une imposture, au pire une infamie.

Pour un citoyen français d'aujourd'hui, l'attitude, à mon sens, devrait être simple et claire: toutes les réserves, avant le lancement de l'opération Turquoise, étaient légitimes. Je les ai moi-même éprouvées. Depuis que l'opération est lancée, la question, le doute, la polémique doivent céder le pas à la seule attitude possible pour notre pays: garder la tête haute. Question de dignité? Certes. Question de bon sens aussi. Et de justice. Et de fierté.

Comme toujours, celui qui n'a rien à se reprocher - en l'occu-

rence notre pays - est décontenancé par des attaques qu'il n'attendait pas.

Il ne pensait ni nécessaire, ni même utile d'établir une bonne foi qui lui semblait tellement évidente qu'il ne l'évoquait même pas.

Or, se réunit aujourd'hui sous nos yeux une coalition hétéroclite dont l'aigreur est le seul ciment: adversaires déclarés de notre présence en Afrique, opposants en mal de tribunes, spécialistes des polémiques intérieures, thuriféraires du chacun pour soi... Il faut, je crois, mettre quelque raison dans ce désordre, quelque barrage à cette montée de la négation.

Trois couples de questions se posent à nous: celle de la vie et de la mort en Afrique, celle du médecin et du soldat, celle du Blanc et du Noir.

La valeur de la vie humaine doit-elle être corrigée des variations ethniques? Est-elle liée à des espaces différents entre lesquels les taux de change des cultures dissuadent toute comparaison? La vie d'un enfant a-t-

elle une valeur différente à Sarajevo, à Goma, à Paris? Un million de morts, trois millions de marcheurs, deux millions d'exilés, est-ce que cette comptabilité a le même sens pour tout le monde? Au fond, existe-t-il encore une humanité? Celui qui meurt de soif ne nous fait-il pas mourir avec lui?

Le second couple, celui du médecin et du soldat, dans sa version d'aujourd'hui, est une forme de la modernité. Il innove dans la pratique millénaire de la violence. Jadis, le premier n'était là que pour « réparer » le second. Aujourd'hui, le second accompagne et précède le premier puis - s'il le peut - lui laisse la place. Doit-on reprocher aux armées françaises d'avoir travaillé sur les ordres du gouvernement, en respectant une séquence qui fait leur honneur: d'abord arrêter la formidable injustice de la violence; ensuite soigner les victimes; enfin laisser la place à ceux dont c'est la véritable vocation et qui s'adjo-

gnent le bel adjectif d'humanitaire?

Le troisième couple est celui du Blanc et du Noir. A Goma comme ailleurs, doivent-ils isoler leurs destins, les rendre étanches l'un de l'autre? Pourrions-nous longtemps, là où nous sommes, nous accommoder d'une Afrique où revient le choléra? Ceux qui en sont les victimes ne sont-ils pas aussi nos frères? Laissons-nous à leur sort, notamment, ceux qui ont enrichi notre langue des couleurs de leur sang, de leur sol et de leur rêve?

Il ne s'agit pas d'accueillir (ce qui déracine et mutile) mais d'accompagner. Il ne s'agit pas d'imposer mais de tendre la main. Il ne s'agit pas de « faire à la place », mais de « faire ensemble »...

L'Europe de 1994, comme celle de 1938, peut chuchoter à l'oreille de l'Afrique ce qu'elle-même a connu par désespoir: qui va à sa perte, sa perte l'accueille...

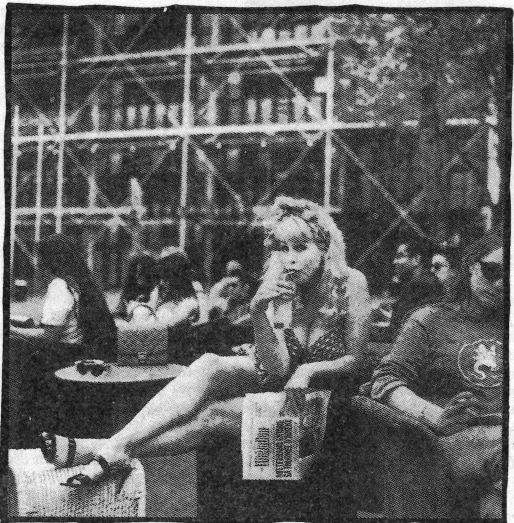
* Ministre de la Défense

Si vous restez à Paris ou dans les Hauts de Seine cet été...

Profitez-en pour recevoir votre quotidien favori avant 7h30* tous les matins à votre domicile pendant 1 mois : vous disposerez ainsi dès la première heure et sans supplément de prix de l'un des meilleurs panoramas de l'actualité quotidienne. Votre journal vous sera livré chez vous par porteur spécial, et sans majoration de prix, n'hésitez pas à renvoyer votre coupon!

*8h30 les samedis et jours fériés

Prévoir 8 jours pour l'installation



Paris-Beaubourg - Terrasse d'un café. Jeudi 10h30

LIBERATION CHEZ VOUS AVANT 7H30 PAR PORTEUR SPECIAL

CETTE PROPOSITION EST VALABLE SUR LES DEPARTEMENTS 75 ET 92 AU TARIF DE 160F POUR 1 MOIS.

Tarif pour recevoir Libération chez vous cet été avant 7h30 : 1 MOIS : 160 F

Paiement par chèque à l'ordre de Snpcc-Libération ou,

Paiement par carte bancaire n°

validité (Ex. 06/95)

Paiement par téléphone, prélèvements, tarifs étrangers : 42 76 17 12

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Digicode :

(confidentialité assurée)

Garantie de livraison : en cas d'incident de réception, un nouveau Libération vous est livré dans la matinée sur simple appel avant 10h au 42 76 16 00

Coupon à retourner à LIBERATION-ABONNEMENTS, 11, rue Béringier, 75003 Paris